

Le passé comme prologue : le Safari Club éclaire les allégations de Candace Owens

27 novembre 2025 Par Global Affairs - Traduction DeepL, Mise en page Pressibus, pressibus.org/brigitte

Freddie Ponton

21st Century Wire

<https://21stcenturywire.com/2025/11/27/shadows-of-power-from-the-safari-club-to-owens-allegations/>



Lorsque Candace Owens, podcasteuse américaine très en vue, a publiquement affirmé qu'un complot d'assassinat sanctionné par l'État français (impliquant au moins un agent israélien) était en cours de préparation, la plupart des gens ont considéré cela comme un coup de pub ou des divagations paranoïaques. Pourtant, pour quiconque connaît l'histoire obscure des alliances multinationales entre services de renseignement, ses affirmations ne devraient pas être écartées aussi facilement.

En 1976, le Safari Club →[Lien1](#), dirigé depuis des salles secrètes au Caire et composé d'anciens membres de la Légion étrangère française, de commandos égyptiens Sa'ka, d'agents israéliens, d'agents de la CIA et d'autres criminels, a montré au monde entier que les États pouvaient collaborer au-delà des frontières, des lois et des contrôles. Même si l'allégation de Mme Owens semble non prouvée, les archives historiques de ces activités clandestines rendent cette histoire non seulement imaginable, mais aussi très plausible. C'est pourquoi l'accusation d'Owens, aussi farfelue qu'elle puisse paraître, s'inscrit parfaitement dans un contexte secret façonné par des décennies d'activités clandestines menées par un consortium capable d'opérer au-delà des frontières et hors de tout contrôle. Pour comprendre pourquoi sa récente affirmation n'a pas été balayée dès son apparition, il faut comprendre l'architecture secrète des structures parallèles de renseignement telles que le Safari Club et la longue ombre qu'il continue de projeter.

Lorsque Candace Owens a déclaré sur X qu'un « haut responsable du gouvernement français » l'avait avertie d'un complot imminent visant à l'assassiner, affirmant que le président Emmanuel Macron et son épouse Brigitte avaient « autorisé et financé » l'opération, la confiant à une petite équipe du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) qui comprenait un agent israélien. Elle a également suggéré que « l'assassin de Charlie Kirk s'était entraîné avec la 13e brigade de la Légion française →Lien2, avec la participation de plusieurs États ». Cette affirmation semblait relever du domaine des thrillers conspirationnistes, et pourtant, alors que l'allégation ricochait sur les réseaux sociaux, quelque chose d'inhabituel s'est produit : les gens ne l'ont pas instinctivement rejetée en riant. Certains l'ont écartée, certes. Mais beaucoup ont hésité, marqué une pause ou admis discrètement que, dans certaines circonstances et avec un réseau d'agents secrets approprié, un tel complot ne semblait pas totalement impossible.

Cette hésitation ne vient pas d'une confiance en Owens. Elle vient de l'histoire.

Car une fois que l'on comprend le Safari Club, une alliance multinationale réelle et documentée créée en 1976 par la France, l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Maroc et l'Iran pré-révolutionnaire, opérant depuis un quartier général secret au Caire →Lien3, l'affirmation d'Owens cesse de ressembler à une pure illusion et commence à ressembler à un écho. Un écho faible et déformé de quelque chose que le monde a déjà vu : des États puissants qui se coordonnent dans l'ombre, mènent des opérations niables au-delà des frontières et déploient des unités spéciales et des mercenaires à leur solde pour éliminer les obstacles à leurs projets géopolitiques.

Owens n'a pas encore fourni de preuves à l'appui ni de reçus, ce qu'elle a fait par le passé, à plusieurs reprises, lors de son enquête sur l'exécution publique de son ami Charlie Kirk sur sa chaîne YouTube. Mais l'histoire a déjà montré que de telles alliances peuvent exister, ont existé et ont directement impliqué les mêmes acteurs qu'elle nomme aujourd'hui : la France, les services de renseignement israéliens et des partenaires arabes. C'est cette histoire, combinée à la méfiance croissante envers les institutions et les médias traditionnels, qui empêche les gens de rejeter catégoriquement ses propos.



IMAGE : Le Mount Kenya Safari Club d'Adnan Khashoggi, qui a donné son nom à l'alliance. Attribution : Collectie Wereldmuseum (v/h Tropenmuseum), partie intégrante du Musée national des cultures du monde/CC BY-SA 3.0.

L'histoire officielle du Safari Club commence en 1976 au Mount Kenya Safari Club, un complexe hôtelier luxuriant plus adapté aux safaris couture qu'aux salles de guerre clandestines. Mais sous les palmiers et les cocktails, le chef des services secrets français Alexandre de Marenches →Lien4 a orchestré la naissance d'une alliance secrète destinée à faire ce que la CIA, récemment soumise à la surveillance du Congrès, ne pouvait plus faire ouvertement. La France a apporté son expertise technologique, l'Égypte et le Maroc ont fourni des troupes, l'Arabie saoudite a assuré le financement et le Bureau iranien du renseignement et de la sécurité de l'État (SAVAK →Lien5) a offert son réseau. Ensemble, ils ont construit quelque chose qui n'avait pas besoin d'être soumis à l'examen du public ni à la responsabilité démocratique.

L'allégation d'Owen, impliquant des agents français et israéliens, des unités d'élite et des personnalités politiques, acquiert ici une plausibilité inquiétante, car cette même constellation de pays a, par le passé, collaboré à des opérations secrètes bien plus violentes, bien plus intrusives et bien plus lourdes de conséquences géopolitiques que le prétendu ciblage d'un commentateur politique.



IMAGE : La 13e DBLE de la Légion étrangère française commémorant le 37e anniversaire de la création de l'unité, février 1977. L'événement était organisé chaque année dans le désert du Grand Bara, au sud de Djibouti (Source : Légion étrangère →Lien6).

L'implication française dans le Safari Club n'a jamais été délicate ou distante. Au-delà de la diplomatie, la France a fourni une grande partie des effectifs, non pas par des voies officielles, mais par des voies détournées. Des vétérans de la Légion étrangère française, des hommes endurcis par l'Algérie, l'Indochine, le Tchad et Djibouti, ont été discrètement recrutés pour des opérations qui se déroulaient en dehors des chaînes de commandement officielles. Des intermédiaires liés au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE →Lien7), précurseur des services secrets français (DGSE →Lien8), ont approché des légionnaires en fin de service. Certains se sont retrouvés au Zaïre pendant la crise du Shaba →Lien9, d'autres dans des missions secrètes à travers le Sahel. Il ne s'agissait pas de missions médiatiques. Même au sein de la Légion, la « neutralisation » avait une signification particulière : des actions visant à éliminer définitivement des individus.

VOIR AUSSI : Listes d'élimination, opérations secrètes : l'allégation alarmante de Candace Owens → [Lien10](#)

L'affirmation de Mme Owens selon laquelle les forces françaises ou des agents alignés sur la France pourraient être impliqués dans un complot d'assassinat secret n'est peut-être pas prouvée, mais elle n'est pas absurde dans le contexte d'un État dont l'héritage en matière de renseignement comprend des décennies d'opérations niabes, certaines menées précisément par le type de réseaux que le Safari Club a institutionnalisés.

L'Égypte offre également une résonance historique. Sous Sadate et le chef des services de renseignement Kamal Hassan [Ali](#) → [Lien11](#), le siège du Safari Club au Caire est devenu le centre névralgique de l'alliance. Il disposait d'un secrétariat, d'une direction de la planification et d'une branche opérationnelle protégée par plusieurs niveaux de compartimentation. Des mémoires égyptiens font allusion à un troisième niveau ultra-restreint où étaient conçues des « actions spéciales », une expression dont l'ambiguïté constitue en soi un avertissement. Les commandos Sa'ka → [Lien12](#), les forces spéciales d'élite égyptiennes, ont mené des missions à travers le Soudan, l'Érythrée, la Somalie et le corridor de la mer Rouge. Officiellement, il s'agissait de « soutien à la sécurité » ; en réalité, ils étaient tout à fait capables de mener des éliminations secrètes.

Le fait qu'Owens pointe du doigt des acteurs français et israéliens peut sembler aléatoire pour les non-initiés. Mais ceux qui connaissent les opérations du Safari Club au Caire comprennent une chose : l'architecture du réseau a été explicitement conçue pour permettre une telle coordination transnationale.



IMAGE : Associé de Jeffrey Epstein et ancien Premier ministre israélien, Ehud Barak, commandant du Sayeret Matkal en 1973 (Photo : IDF)

Le rôle d'Israël, bien que non officiel, était tout aussi important. Même s'il n'était pas membre officiel, les services de renseignement israéliens partageaient des intérêts communs avec le Safari Club, en particulier dans la Corne de l'Afrique. Les conseillers israéliens étaient actifs au Kenya, en Éthiopie et, plus tard, auprès des factions soudanaises antisoviétiques. Les agents du Mossad, les spécialistes techniques israéliens et les commandos du Sayeret Matkal → [Lien13](#) ont fourni une formation, des capacités de surveillance, des documents falsifiés et des renseignements stratégiques. Bien qu'aucun document ne prouve qu'Israël ait mené des assassinats pour le compte du Safari Club, le chevauchement opérationnel était réel, suffisamment profond pour que la plupart des historiens soupçonnent au moins une coordination informelle et un certain soutien tactique.

L'allégation d'Owens selon laquelle des agents liés à Israël pourraient conspirer avec des cercles français pour mener une opération d'assassinat ciblé n'est peut-être pas fondée sur des faits ou des preuves solides (du moins pas encore), mais elle s'appuie certainement sur des précédents. Israël collabore depuis longtemps avec des services de renseignement étrangers dans le cadre de missions secrètes, y compris des missions meurtrières.

Et il y a un autre aspect, celui de la diplomatie. Le Safari Club n'était pas seulement une machine de guerre secrète, c'était aussi un instrument diplomatique clandestin. Grâce à des communications parallèles favorisées par des réseaux de renseignement communs, l'alliance a facilité des échanges discrets entre l'Égypte et Israël à la fin des années 1970. Ces contacts secrets ont contribué à préparer le terrain pour le traité de paix égypto-israélien de 1979 → **Lien14**, première reconnaissance d'Israël par un État arabe. Une alliance secrète, composée de généraux, d'espions et de mercenaires, a contribué à instaurer la paix dans la région. Cela semble improbable jusqu'à ce que l'on examine les fragments d'archives et les mémoires. Tout comme les allégations d'Owens semblent improbables jusqu'à ce que l'on se souvienne que des choses improbables se sont déjà produites sous le couvert d'alliances de renseignement.

Les interventions militaires du Club ont été significatives et démontrent l'ampleur de la coordination que les États peuvent atteindre lorsqu'ils opèrent hors du contrôle public. Au Zaïre, en 1977, lorsque le FNLC, soutenu par l'Union soviétique et Cuba, a envahi → **Lien15** la province de Shaba, le Safari Club a orchestré → **Lien16** un pont aérien franco-marocain et le soutien de l'Égypte pour rétablir Mobutu, une réponse militaire transnationale exécutée avec une rapidité que seule une alliance secrète pouvait gérer. Lors de la guerre de l'Ogaden (1977-1978) → **Lien17**, le Club a fourni des armes à la Somalie après que l'Éthiopie soit passée dans l'orbite soviétique. Il ne s'agissait pas d'actions mineures. Il s'agissait de manœuvres continentales exécutées par des canaux invisibles au public.

C'est pourquoi l'allégation d'Owens semble, du moins pour l'auteur, être une version moderne d'un vieux schéma. Parce que ce schéma existe.

Même les mystères les plus sombres, les morts inexplicables autour du réseau BCCI (Bank of Credit and Commerce International financial) → **Lien18**, l'attentat à la voiture piégée contre l'investisseur américain Ray Ryan → **Lien19** en 1977 et les personnages obscurs qui se déplaçaient dans les zones de guerre africaines, renforcent le sentiment que le Safari Club opérait dans un monde où la responsabilité était rarement engagée. Owens n'allègue rien de cette ampleur, mais elle allègue des activités du même type : extrajudiciaires, multinationales, niables.



IMAGE : Theodore « Ted » Shackley (à gauche) était un contact clé de la CIA pour le Safari Club (Source : Fandom)

Le rôle de la CIA est tout aussi instructif. Contrainte par le Congrès après le Watergate, la CIA avait besoin d'alliés capables de mener des opérations auxquelles les États-Unis ne pouvaient plus toucher. Selon plusieurs enquêtes, des personnalités telles que Theodore « Ted » Shackley →Lien20 et Thomas Clines →Lien21 entretenaient des relations avec le Safari Club comme « deuxième canal », un moyen pour les services alliés de mener des actions conformes aux intérêts américains sans impliquer Washington. L'allégation d'Owens, qui envisage un réseau clandestin dans lequel plusieurs États sont impliqués dans un assassinat de type militaire d'une personnalité politique comme Charlie Kirk, reflète l'architecture que Shackley et d'autres ont contribué à créer : des opérations au-delà des frontières, au-delà de tout contrôle, au-delà de toute traçabilité.

D'un point de vue historique, c'est George H.W. Bush qui a opéré un changement significatif pendant son mandat à la tête de la CIA en déplaçant le centre d'intérêt des services de renseignement régionaux d'Israël vers l'Arabie saoudite. À la suite du scandale du Watergate, un réseau informel de renseignement a été mis en place en dehors des États-Unis avec l'aide de Cheikh Kamal Adham →Lien22, chef des services de renseignement saoudiens. Pendant cette période, les opérations secrètes menées dans le monde entier pour le compte de l'Agence (CIA) ont été financées par diverses organisations bancaires et caritatives saoudiennes. Selon certaines sources, Ed Wilson →Lien23, ancien agent de la CIA et du Bureau du renseignement naval condamné en 1983 pour vente illégale d'armes à la Libye, était un fervent partisan de ce réseau qui, comme nous l'avons mentionné précédemment, englobait la France, l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Maroc et l'Iran, et qui est devenu tristement célèbre sous le nom de Safari Club. Avec le « soutien officiel » de Bush, le cheikh Adham a mis en place « le plus grand réseau financier secret jamais créé » à la Banque du crédit et du commerce international (BCCI).

Il ne s'agit pas ici de valider les affirmations d'Owens, mais d'expliquer pourquoi celles-ci ne s'évaporent pas au contact de la réalité. Les gens comprennent intuitivement que les États ont déjà collaboré en silence par le passé. Ils savent qu'il a existé des alliances entre services de renseignement dans le cadre desquelles des commandos français, des conseillers israéliens, des chefs des services de renseignement arabes et des agents de liaison américains ont coordonné ensemble des actions meurtrières. Ils savent qu'il existe des salles, à Nairobi, au Caire, à Djibouti, où des décisions ont été prises qui n'ont jamais été soumises à aucune chambre démocratique.

Mais l'aperçu le plus révélateur de l'architecture moderne du pouvoir ne vient peut-être pas seulement des alliances secrètes ou des complots clandestins, mais de la décision extraordinaire du couple présidentiel français de poursuivre un podcaster américain dans le cadre d'un procès en diffamation de 22 chefs d'accusation →Lien24 intenté dans le Delaware. Plutôt que de laisser les spéculations marginales sur l'identité de Brigitte Macron s'éteindre sous les feux de la rampe, comme c'est généralement le cas pour ce genre de rumeurs, les Macron ont transformé l'affaire en une confrontation juridique internationale. Il s'agit d'une réponse inhabituellement sévère pour un chef d'État en exercice, qui transforme une obscure controverse sur un podcast en un spectacle géopolitique. Cette décision comporte un sous-entendu indéniable : non seulement ses affirmations sont contestées, mais tout le poids institutionnel de la présidence française peut être mobilisé pour décourager, voire intimider, les voix étrangères qui s'aventurent sur un terrain délicat.

Certains diront que Mme Owens a peut-être tort, qu'elle exagère ou se trompe lourdement, mais l'histoire donne du crédit à ses allégations. Et l'image qui en ressort est celle du Safari Club, une alliance secrète multinationale qui opérait autrefois sans laisser de traces, sans documentation et sans hésitation. Elle a prouvé que lorsque des États puissants décident que quelqu'un est un obstacle et qu'ils partagent la volonté de supprimer cet obstacle, ils peuvent mettre en commun leurs ressources et agir au-delà des frontières, voire des continents.

On ne sait pas si cette structure existe encore aujourd'hui. Mais son modèle subsiste, sa logique reste convaincante et son ombre historique s'étend suffisamment loin pour que même ce que certains considèrent comme des allégations farfelues puissent en fait être fondées sur la réalité. C'est pourquoi, lorsque Candace Owens affirme que la France et Israël ont conspiré pour l'assassiner, il ne faut pas rejeter cette affirmation d'emblée, car si le Safari Club a vu le jour en 1976, l'idée qui le sous-tend n'a jamais disparu.

Liens :

Lien1, page Wikipédia en anglais du Safari Club : https://en.wikipedia.org/wiki/Safari_Club + page en français : https://fr.wikipedia.org/wiki/Safari_Club

Lien2, 13e demi-brigade de Légion étrangère : <https://www.defense.gouv.fr/terre/unites-larmee-terre/nos-brigades/6e-brigade-legere-blindee-6e-blb/13e-demi-brigade-legion-etrangere>

Lien3, un quartier secret au Caire : https://www.wikiwand.com/en/articles/Safari_Club

Lien4, Alexandre de Marenches, page Wikipédia en anglais : https://en.wikipedia.org/wiki/Alexandre_de_Marenches + en français : https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre_de_Marenches

Lien5, SAVAK, page Wikipédia en anglais : https://fr.wikipedia.org/wiki/Alexandre_de_Marenches + page en français : <https://fr.wikipedia.org/wiki/SAVAK>

Lien6, histoire de la 13^{ème} demi-brigade de la légion étrangère française (en anglais) : <https://foreignlegion.info/history/13dbble/>

Lien7, le SDECE, page Wikipédia en français : https://fr.wikipedia.org/wiki/Service_de_documentation_exterieure_et_de_contre-espionnage

Lien8, la DGSE, site officiel en français : <https://www.dgse.gouv.fr/fr>

Lien9, la crise de Shaba, page Wikipédia en anglais : https://en.wikipedia.org/wiki/Shaba_II + en français : https://en.wikipedia.org/wiki/Shaba_II

Lien10, article précédent, du 24 novembre, du même site 21st Century Wire, relatif aux propos précédents de Candace Owens (en anglais) : <https://21stcenturywire.com/2025/11/24/candace-owens-and-what-if-she-was-right/>

Lien11, Kamal Hassan Ali, page Wikipédia en anglais : https://en.wikipedia.org/wiki/Kamal_Hassan_Ali + en français : https://fr.wikipedia.org/wiki/Kamal_Hassan_Ali

Lien12, les commandos Sa'ka, page Grokipédia en anglais : https://grokipedia.com/page/El-Sa'ka_Forces

Lien13, Sayeret Matkal, page Wikipédia en anglais : https://en.wikipedia.org/wiki/Sayeret_Matkal + en français : https://fr.wikipedia.org/wiki/Sayeret_Matkal

Lien14 : traité de paix égypto-israélien de 1979, page Wikipédia en anglais : https://en.wikipedia.org/wiki/Egypt%E2%80%93Israel_peace_treaty + en français : https://fr.wikipedia.org/wiki/Trait%C3%A9_de_paix_isra%C3%A9lo-%C3%A9gyptien

Lien15, envahissement de la province de Shaba, page Grokipédia, en anglais : https://grokipedia.com/page/Shaba_I

Lien16, pont aérien franco-marocain au Shaba, en anglais :

<https://www.nytimes.com/1977/04/11/archives/france-airlifting-moroccan-soldiers-to-help-out-in-zaire-unexpected.html>

Lien17, la guerre de l'Ogaden, page Wikipédia en anglais : https://en.wikipedia.org/wiki/Ogaden_War + en français : https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_de_l%27Ogaden

Lien18, BCCI, page Wikipédia en anglais :

https://en.wikipedia.org/wiki/Bank_of_Credit_and_Commerce_International + en français :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Bank_of_Credit_and_Commerce_International

Lien19, Ray Ryan, page Wikipédia en anglais : [https://en.wikipedia.org/wiki/Ray_Ryan_\(businessman\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Ray_Ryan_(businessman))

Lien20, Theodore “Ted” Shackley , page en anglais : <https://spartacus-educational.com/JFKshackley.htm>

Lien21, Thomas Clines, page en anglais : <https://spartacus-educational.com/JFKclinesT.htm>

Lien22, Sheikh Kamal Adham, page Wikipédia en anglais :

https://en.wikipedia.org/wiki/Kamal_Adham#:~:text=Kamal%20Adham%20joined%20the%20Saudi,first%20president%20of%20the%20agency.

Lien23, Ed Wilson, page Wikipédia en anglais : https://en.wikipedia.org/wiki/Edwin_P._Wilson#References

Lien24, 22 chefs d'accusation, page en anglais : <https://www.westernjournal.com/president-macron-files-22-count-defamation-lawsuit-against-candace-owens/>